

HOPITAL : TRAITEMENT DE CHOC OU PLACEBO ? CE QUE DISENT LES EDITORIALISTES

FRFR

FRS0155 2740 /AFP-OQ34

PARIS, 21 nov 2019 (AFP)

Libération (Laurent Joffrin)

"(...)Pour un peu, on se croirait revenu aux temps du chiraquisme triomphant, quand le président aujourd'hui défunt avait dû, à maintes reprises, battre en retraite devant la rue. Rien n'est joué et Emmanuel Macron, en mouillant sa chemise aux manches retroussées, avait rétabli sa situation à la fin du printemps pour obtenir aux européennes un score finalement très honorable. La réforme des retraites, par lui programmée, était destinée à rester comme le grand œuvre du macronisme en actes. Il cherche maintenant la porte étroite qui lui permettra de remplir, même à moitié, la mission qu'il s'est imposée. Mais il a en face de lui des adversaires déterminés, sans bénéficier cette fois de l'appui de la CFDT, qu'il a réussi à se mettre à dos alors qu'elle approuvait le principe du changement. La conclusion coule de source : dans les semaines qui viennent, le Président joue son quinquennat."

Le Figaro (Gaétan de Capèle)

"(...)En quelques mois, le gouvernement a fait davantage que bien de ses prédécesseurs. La loi Ma santé 2022 commence à remettre de l'ordre dans notre système de santé, sans oser toutefois la grande remise à plat. Les derniers chèques, qui ne règlent pas, eux non plus, ses dysfonctionnements, desserreront temporairement l'étreinte financière sur l'hôpital. Il n'est en revanche pas certain qu'ils desserrent l'étreinte politique. À observer le nombre de corporations qui se joignent au mouvement du 5 décembre, ils risquent surtout de donner des idées à d'autres."

L'Opinion (Nicolas Beytout)

"(...)Il fallait donc apporter une réponse aux établissements hospitaliers, aux médecins, aux infirmiers, aux aides-soignants et à l'ensemble de ceux qui font tourner la précieuse mécanique du système français de soins. (...)On voit bien que, tout à sa recherche d'un profit politique immédiat pour éviter la jonction des mécontentements le 5 décembre, le gouvernement a délibérément ignoré les mesures d'économies. Rajouter de la dépense dans un domaine qui dépense déjà trop n'est évidemment pas suffisant, et ne fait que repousser le sujet dans le temps. Quant à la reprise de 10 milliards de dette des hôpitaux, elle est loin d'être indolore. Certes elle figurait déjà dans les comptes nationaux, mais ce que les hôpitaux ne paieront plus sera désormais à la charge des Français. A eux de payer pour elle et d'avalier la potion amère. L'huile de foie de morue a juste changé de malade."

L'Humanité (Patrick Apel-Muller)

"(...)Il reste 500 millions de moins et beaucoup plus est nécessaire pour rattraper le retard, L'hémorragie n'est pas stoppée, tout au plus ralentie. L'austérité bête et méchante menace toujours une institution pourtant centrale dans le fonctionnement de notre société. Les personnels en souffrent, mais les patients que nous sommes aussi. L'excellence qui était la règle s'érode alors que les compétences sont au plus haut. Ce gâchis va à l'encontre de formidables progrès des connaissances et des techniques. Les normes d'encadrement et de soins sont souvent violées, faute de moyens pour les assurer."

L'Union (Hervé Chabaud)

"(...)Compliqué ! Pour les uns, il s'agit de l'injection d'un élixir de jouvence, pour d'autres c'est un cataplasme sur une jambe de bois, entre la majorité qui applaudit au plan d'urgence destiné à l'hôpital et l'opposition et les syndicats qui s'insurgent contre des mesures ne réglant rien, la fièvre n'est pas près de retomber. Aux efforts pécuniaires consentis et à la reprise partielle de la dette, les personnels parlent ouvertures de lits, embauches, réévaluations salariales et des carrières, sécurité. Pourtant le Premier ministre comme la ministre de la Santé n'ont pas été aphones sur ces sujets !(...)"

La Nouvelle République du Centre-Ouest (Christophe Hérigault)

"(...)Beaucoup d'argent sur la table. Mais ni création de lits, ni embauches supplémentaires, au grand désespoir d'un personnel et de ses syndicats, pour le moins dépités hier. C'est dire si, ce qu'ils considèrent comme du saupoudrage, pourrait s'avérer être un piètre traitement face à la colère et aux mobilisations annoncées. Même si d'aucuns reconnaissent que l'hôpital public n'avait pas bénéficié d'un tel plan d'urgence depuis des lustres. Depuis les premières alertes sur le manque criant de personnel notamment, après l'avènement des 35 heures si mal compensées. C'était il y a tout juste vingt ans."

Courrier picard (Bertrand Meinel)

"(...)Et la file d'attente s'allonge à un guichet longtemps clos, comptant sur une ouverture possible jusqu'au 5 décembre. Un minimum d'écoute et de prévoyance aurait pourtant permis de réduire à l'avance les poches de mécontentement. À l'approche préventive, la médecine française a souvent préféré l'action curative, plus visible et spectaculaire, mais aussi plus invasive, risquée et coûteuse. À croire que cette culture est aussi celle de nos gouvernants."

Midi Libre (Jean-Michel Servant)

"Un simple anti-inflammatoire en guise de traitement. L'ordonnance présentée par le professeur Philippe ne suffira pas à sauver l'hôpital. De l'avis des spécialistes de la santé, les mesures annoncées par le Premier ministre vont à peine soulager les tensions internes avant un retour rapide de la fièvre sociale. Comme pour les étudiants ou les retraités, le gouvernement met un sparadrap sur une jambe de bois. Face à la multiplication des conflits, il cherche en priorité à gagner du temps. Certes en gérant au mieux les finances publiques mais en pratiquant une politique de saupoudrage. Dans cette histoire, Édouard Philippe est comme le docteur Knock qui veut convaincre son patient qu'il n'a pas mal. Que tout est dans la tête. Ou que son mal de ventre passera grâce à un simple lavement. Mais à force de demander "si ça chatouille ou si ça gratouille", il risque de recevoir le pot de chambre sur la tête au coeur de l'hiver".

Charente Libre (Maurice Bontinck)

"(...)Vu la réaction des soignants mobilisés, ce plan rappelle ce qui s'est passé il y a un an, quand Édouard Philippe avait tenté de calmer les gilets jaunes en annonçant 500 millions d'aides avant même leur premier rassemblement. Un mois plus tard, Emmanuel Macron dégainait un autre plan d'urgence... à dix milliards. Hier, la première réaction des collectifs hospitaliers a été d'appeler à manifester. L'autre nouvelle est venue des policiers. Leurs syndicats appellent à rejoindre le mouvement. À ce rythme-là, il va falloir un sacré nombre d'autres plans d'urgence. Au point de se demander non pas s'il faut organiser un sommet social d'ampleur mais quand interviendra ce Grenelle réclamé jusqu'au sein de la majorité. Avant ou après le 5 décembre ?"

Républicain Lorrain (Xavier Brouet)

"(...)L'effort a beau encore être jugé largement insuffisant, il n'en constitue pas moins une bouffée d'oxygène salvatrice pour des services maintenus depuis si longtemps sous respiration artificielle. Fustigeant le " saupoudrage ", le collectif inter-hôpitaux maintient la pression en vue d'une nouvelle mobilisation, le 30 novembre, des 260 services en grève. Tandis que Bercy s'empresse, pour sa part, de déminer le risque de jurisprudence que représente la reprise partielle de la dette. À chacun ses priorités."

Paris-Normandie (Stéphane Siret)

"(...) Le gouvernement a manifestement cherché à administrer à l'hôpital public un traitement adapté même si, compte tenu de son état de santé, il tient davantage de l'homéopathie que de la médecine de guerre. Dans toutes ses composantes (personnels et équipements), l'hôpital public paie des années de politiques inadaptées. Forcément, la facture s'est alourdie et il y a urgence à trouver des remèdes durables pour éviter la rechute."

Le Journal de la Haute-Marne (Christophe Bonnefoy)

"(...)Le chef de l'Etat a retourné le problème. Il s'y est pris autrement pour tenter de juguler la grogne. Certes, son Premier ministre a annoncé quelques primes annuelles, mais elles ne changeront pas la vie des personnels concernés. La hausse prévue du budget de l'Assurance maladie, elle, est un geste un peu plus significatif. Mais surtout, plutôt que de parler argent qu'on distribue, le gouvernement a causé milliards... qu'on ne dépensera pas. La reprise d'une partie de la dette des hôpitaux par l'Etat - dix milliards - leur permettrait notamment de rebasculer dans une logique de développement et d'investissements, plutôt que d'économies à tout va au détriment de ses personnels bien sûr, et des patients évidemment. Reste à savoir si, finalement, le plan détaillé hier redonnera une nouvelle impulsion ou ne permettra que de stabiliser, momentanément, la maladie qui ronge l'hôpital."

L'Alsace (Laurent Bodin)

"En médecine comme en politique, l'intervention d'une sommité n'est pas toujours gage d'efficacité. Il ne suffit pas, en effet, de poser le bon diagnostic pour guérir les maux. L'ordonnance signée ce mercredi par le Premier ministre Édouard Philippe pour soigner l'hôpital public est moins un plan d'urgence qu'un simple traitement homéopathique. Or, le gouvernement juge que l'intérêt de la médecine homéopathique est un effet placebo. (...)"

Ouest-France (Patrice Moyon)

"(...)Aux grands maux les grands remèdes. C'est bien un traitement de choc qui a été présenté, hier, par le Premier ministre, Édouard Philippe, et Agnès Buzyn, la ministre de la Santé. L'objectif est de redonner de l'oxygène à un système hospitalier au bord de l'asphyxie. Il fallait crever l'abcès. Sur ce sujet, le président de la République est le premier à reconnaître s'être trompé, non sur le mal mais sur son ampleur. Trop de décisions pourtant urgentes ont été différées depuis plus de dix ans. (...)"

La République des Pyrénées (Jean-Marcel Bouguereau)

"(...)Une convergence des colères qui pourrait annoncer un décembre noir pour Emmanuel Macron. Or, les premières réactions laissent plutôt penser que l'on s'y dirige. C'est que les exigences étaient fortes, après tant de mois de grève des urgentistes, même si la ministre de la santé qui connaît bien l'hôpital pour y avoir exercé, a pris également une série de décisions qui vont dans le bon sens, comme la suppression du catastrophique numerus clausus et l'introduction du numérique dans la santé. Les grévistes racontent la lente dégradation de leurs métiers, la fermeture de lits, la saturation des urgences, les journées de douze heures, les infirmières en burn-out, la perte de sens, les médecins qui prennent la poudre d'escampette face au désastre, les salaires de misères, la crise des recrutements, les urgentistes au bord du suicide, les salles d'attente bondées. (...)"

La Montagne (Pascal Ratinaud)

"(...) Du coup, puisque la fièvre ne va sans doute pas retomber, la vraie question qui se pose aujourd'hui n'est pas tant de savoir si ces dernières mesures auront un effet bénéfique à terme pour la santé publique, mais bien de se demander de quelle marge de manœuvre dispose encore le gouvernement pour répondre aux attentes non satisfaites. Avec le risque toujours latent de céder aux revendications par des effets placebo immédiats mais ne répondant pas aux enjeux majeurs de demain. Un mal bien français."

sma

AFP 210403 NOV 19